

Hillary Clinton prête à interdire la critique de l'islam

écrit par Rosaly | 2 août 2015



Certes, Obama quittera ses fonctions de président, mais le mal est fait. Comme il soutient la candidature de son alter-ego féminin, Hilary Clinton, rien n'est encore gagné et le désastre continuera, si cette dernière est élue. Les sondages lui sont hélas favorables pour l'instant.

Selon l'International Business Times (IBM) le département d'Etat aurait approuvé, sous la tutelle de Hillary Clinton, la vente d'armes à vingt pays qui étaient ou qui sont devenus par la suite des donateurs de la Fondation Clinton, une organisation philanthropique gérée directement par Bill Clinton.

« L'Algérie, l'Arabie saoudite, le Koweït, les Emirats arabes unis, Oman et le Qatar, tous ont versé de l'argent à la Fondation Clinton et ont aussi obtenu l'autorisation du Département d'Etat d'acheter des armes de fabrication américaine alors même que le Département les avaient épinglés pour une série de problèmes, corruption, restrictions sur les libertés civiles et répression violente contre les opposants politiques ».

Si elle est élue, grâce, en partie, à l'argent de ces pays arabo-musulmans, tous des modèles en matière de démocratie et des Droits de l'Homme, elle leur sera redevable ... et l'islamisation des USA continuera de plus belle. Les fonctionnaires musulmans, ayant infiltré l'administration Obama, resteront sans doute à leur place et prendront de plus en plus de pouvoir.

Hillary Clinton avait aussi co-présidé, à Istanbul en 2011, avec l'Organisation de coopération islamique (OCI) basée en Arabie saoudite, une « réunion de haut niveau sur la lutte contre l'intolérance religieuse.

Elle avait ensuite invité les participants d'Istanbul à une conférence à Washington avec l'OCI dans le but de mettre en œuvre des résolutions de l'ONU qui, sous prétexte de combattre «l'intolérance religieuse», menacent de conduire à la répression de toute critique de l'islam.

<http://resistancerepublicaine.com/2012/aux-armes-citoyens-la-france-main-dans-la-main-avec-loci-qui-veut-retablir-le-blaspheme-a-lechelle-planetaire/>

La Secrétaire d'Etat Hillary Clinton a clôturé, en février 2012, le «Processus d'Istanbul», une conférence internationale de trois jours à huis clos sur les mesures de lutte contre «l'intolérance religieuse, les stéréotypes négatifs et la stigmatisation», organisée par le Département d'Etat.

La conférence avait pour but de «mettre en œuvre» la résolution 16/18 adoptée en mars 2011 par le Conseil des droits de l'homme de l'Onu sur ce sujet.

La résolution 16/18 remplace le dangereux projet de pénalisation de la «diffamation des religions» dans le monde entier. La demande d'une loi universelle sur le blasphème a été poussée sans relâche pendant 12 ans par l'Organisation de coopération islamique basée en Arabie saoudite, un organisme essentiellement religieux mandaté pour «combattre la

diffamation de l'islam». L'OCI émet des fatwas et d'autres directives pour punir l'expression publique de l'apostasie de l'islam ainsi que «l'islamophobie».

La résolution 16/18 déplore l'intolérance religieuse ; toutefois, grâce à une manœuvre habile du Département d'État, elle n'apporte pas de restriction à la liberté de parole. L'Administration aurait dû en rester là. Au lieu de cela, alors qu'elle co-présidait une «réunion de haut niveau» de l'OCI sur l'islamophobie à Istanbul en juillet, Mme Clinton avait invité l'OCI à Washington pour discuter de la manière de «mettre en œuvre» la résolution 16/18...

Alors, espérons qu'elle ne soit pas élue pour le salut de ce qui reste encore de l'Amérique des Pères fondateurs et ... le nôtre. Car ce qui se passe aux USA se reproduit en Europe !

Rosalyn